



À l'ouverture des négociations de Genève, les États-Unis accusent sans preuves la Syrie de torture

Par [Alex Lantier](#)

Mondialisation.ca, 23 janvier 2014

[WSWS.org](#)

Région : [L'Europe](#), [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Guerre USA OTAN](#)

Analyses: [SYRIE](#)

Avec l'ouverture en Suisse, aujourd'hui 22 janvier, des négociations internationales de Genève II sur la guerre en Syrie, les médias américains ont lâché des accusations sans preuves contre le régime du président Syrien Bashar el-Assad, soulevées par des procureurs internationaux des droits de l'homme, faisant état de tortures et de meurtres.

Ces accusations ont fait surface au moment où les espoirs de Washington de se servir des négociations de Genève pour imposer un changement de régime à Damas se sont rapidement évanouies avec la montée des tensions internationales. Les représentants de l'opposition, qui exigent toujours le départ d'Assad alors qu'ils perdent du terrain face à ses troupes, ont presque refusé de participer aux négociations. Assad, pointant les liens étroits et bien connus de l'opposition avec Al Qaïda, a insisté sur l'idée que l'objectif des négociations de Genève ne devraient être que de lutter contre le « terrorisme » - c'est-à-dire contre l'opposition soutenue par les États-Unis.

Le président américain Barack Obama et le président russe Vladimir Poutine auraient également discuté par téléphone hier de la conférence de Genève et des jeux olympiques à venir à Sotchi. Après les attentats suicides dans la ville russe de Volgograd le mois dernier, Moscou craint que les terroristes islamistes tchéchènes, dont beaucoup luttent aux côtés de l'opposition syrienne soutenue par les États-Unis, n'attaquent les jeux olympiques.

Les plans concernant ces négociations de Genève ont fait un fiasco cette semaine, lorsque l'Arabie saoudite et l'opposition syrienne ont menacé de les boycotter si l'Iran s'y rendait, après quoi Washington a forcé l'ONU à retirer l'invitation de l'Iran, principal allié de la Syrie avec la Russie.

L'ex envoyé américain au Moyen-Orient Dennis Ross a déclaré au *New York Times* qu'il ne pensait pas que les négociations de Genève seraient un succès : « Un agenda doit être fixé, les parties doivent vouloir certaines réussites minimales, les co-organisateurs doivent partager certains objectifs, et il doit y avoir suffisamment d'influences sur ceux qui se battent pour permettre certains compromis. La plupart de ces conditions ne sont pas réunies. »

Dans cette situation tendue, des éléments de l'élite médiatique et diplomatique américaine accentuent la propagande pour faire pression sur le régime syrien et, si besoin est, fournir un prétexte à une action de l'armée américaine contre Damas. Un rapport, présenté à CNN et au journal *Guardian*, affirme être en possession de photographies donnant « des preuves

claires » que le régime syrien aurait privé de nourriture, torturé et assassiné 11 000 prisonniers.

Ce rapport et sa présentation dans les médias sont une fraude politique et une provocation. Commandé par le cabinet d'avocats Carter-Ruck à Londres pour le compte du Qatar, qui finance l'opposition liée à Al Qaïda en Syrie, ce rapport de 31 pages ne contient aucune preuve des crimes qu'il invoque.

Il a été rédigé par trois agents de l'impérialisme américain et britannique qui ont déjà fait leurs preuves : deux ex-procureurs de la Cour spéciale de l'ONU pour la Sierra Leone, Desmond de Silva QC et le professeur David Crane, et un ex-procureur du Tribunal pénal international pour la Yougoslavie, Geoffrey Nice QC.

Crane, ex-employé de la *Defense Intelligence Agency* (DIA - le renseignement militaire américain) a déclaré au *Guardian* : « Maintenant nous avons des preuves directes de ce qu'il advenait aux disparus. C'est la première preuve tangible, directe, de ce qui s'est passé concernant au moins 11 000 êtres humains qui ont été torturés et exécutés et dont on s'est débarrassé des cadavres. C'est stupéfiant [...] nous avons la personne qui a pris ces photos. Ce sont des preuves qui rentrent dans la catégorie 'au-delà du doute raisonnable'. »

En fait, ce rapport n'a aucune preuve pour soutenir les allégations de Crane, ou même pour prouver que les victimes ont été tuées par les forces d'Assad. Toutes les « preuves » citées par ce rapport consistent en des photographies que personne n'a vues et qui se trouveraient sur une clé USB détenue par un agent dont le nom de code est « Caesar », qui travaille avec les groupes de l'opposition syrienne depuis septembre 2011.

« Caesar » a été brièvement auditionné, dans un pays du Moyen-Orient non précisé, par trois avocats les 12, 13 et 18 janvier. Ces avocats et l'équipe scientifique qui leur est associée ont préparé ce rapport sans avoir accès à l'ensemble du contenu de la clé USB de « Caesar ».

Celui-ci affirme qu'il a sur sa clé 55 000 photographies des dépouilles des victimes de tortures et de meurtres que le régime Assad lui aurait demandé de prendre lorsque « Caesar » travaillait comme policier militaire. Il n'y a aucune explication crédible sur la raison pour laquelle le régime d'Assad, s'il avait torturé et assassiné 11 000 personnes, aurait demandé à « Caesar » de rassembler méthodiquement des preuves là-dessus.

Ce rapport déclare, « 5500 images ont été examinées au total par l'équipe scientifique [...] sur ces 5500 images, un total de 835 personnes décédées ont été examinées en détail. Sur celles-ci, 20 pour cent montrent des signes de traumatismes et 30 pour cent étaient équivoques. Quarante-deux pour cent montrent des signes d'émaciation. »

C'est-à-dire que les auteurs du rapport n'ont pas vu la preuve que 11 000 personnes ont été tuées, un nombre pour lequel ils s'appuient entièrement sur « Caesar » et sur le régime inconnu du Moyen-Orient qui l'accueille. Ce nombre de 11 000 morts cité dans la presse ne s'appuie sur aucune preuve.

Ce rapport montre bien une dizaine de ces photographies, dont plusieurs corps horriblement émaciés. Cependant, comme « Caesar » et l'équipe de Carter-Ruck ont flouté les marquages de date et de lieu sur les photos, il est impossible de savoir où ni par qui ils ont été tués.

Si le régime Assad est connu pour pratiquer la torture, ayant torturé des suspects que les

services de renseignement occidentaux leur avaient confiés dans le cadre de la « guerre contre le terrorisme », avant que l'impérialisme américain ne décide de soutenir Al Qaïda contre Assad, il est loin d'être le seul suspect possible.

Étant donné que l'opposition islamiste organise des escadrons de la mort dans les zones de Syrie qu'elle contrôle, menant des exécutions sommaires, détenant des journalistes, et frappant les prisonniers, l'on pourrait raisonnablement supposer que ce rapport montre des civils torturés et tués par les forces soutenues par les États-Unis.

Ce rapport conclut, « Nous étant entretenus méthodiquement avec »Caesar « et ayant évalué ses preuves à la lumière des éléments disponibles, l'équipe d'enquête conclut qu'il est un témoin sincère et crédible. Il ne s'est pas révélé chercher à »faire sensation « ni n'a semblé »partisan «. »

En fait, l'ensemble du rapport, depuis son financement par la monarchie Qatari, jusqu'à ses liens avec les renseignements américains et son appui sur des preuves qui restent cachées fournies par l'opposition syrienne, est « partisan ».

Comme l'a admis da Silva sur CNN, « En fin de compte, la validité de nos conclusions dépend de l'intégrité des gens impliqués. » Puisque les « gens impliqués » dans ce rapport sont politiquement liés aux attaques menées par les islamistes liés à Al Qaïda, dont l'attaque chimique en mai dernier par les forces de l'opposition à Khan al-Assal, qu'ils ont tenté d'imputer aux forces d'Assad, leurs conclusions n'ont absolument aucune crédibilité ni aucune validité.

La réaction de l'élite politique américaine à ces événements témoigne de sa faillite. Cela fera dix ans cette année que des milliers de photos montrant la pratique à grande échelle de tortures, de viols et le meurtre de détenus dans la prison américaine d'Abu Ghraib en Irak occupé, ont été révélées. Ces photographies ont été oubliées, quelques soldats en bas de l'échelle ont été punis, et la violence contre les prisonniers irakiens et toute la population irakienne de la part de l'impérialisme américain s'est poursuivie.

Par contraste, au moment où les États-Unis sont sur le point de lancer de nouvelles guerres au Moyen-Orient, des rapports totalement dénués de preuves sur des photos de tortures sont agités dans les médias pour diaboliser cette dernière cible en date de l'agression impérialiste américaine.

Plus de dix ans après que l'impérialisme américain se soit servi de renseignements manipulés comme prétexte pour lancer une guerre illégale contre l'Irak, le gouvernement et les responsables des droits de l'Homme ont réagi à cette dernière provocation en aggravant les tensions avec Assad.

Des responsable américains ont déclaré au *Guardian* : « Nous condamnons dans les termes les plus forts possibles les actions du régime et appelons à ce qu'il adhère aux obligations internationales en ce qui concerne le traitement des prisonniers. » Il ont ajouté que ce rapport « assombrit le contexte » des négociations de Genève.

La branche Moyen-Orient/Afrique du Nord d'*Amnesty International* a demandé à savoir « pourquoi le Conseil de sécurité [de l'ONU] n'a pas encore référé cette situation en Syrie au procureur de la Cour pénale internationale.

Article original, [WSWS](#), paru le 22 janvier 2014

La source originale de cet article est [wsws.org](#)

Copyright © [Alex Lantier](#), [wsws.org](#), 2014

Articles Par : [Alex Lantier](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca